

# STATUTS

## OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL de la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie

### Titre I - BUTS ET COMPOSITION

#### **ARTICLE 1**

Sous le titre « **Office de Tourisme Intercommunal** de la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie » l'Association, régie par la loi de 1901, fait suite à l'association « Porte de la Baie Tourisme » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 conformément à la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie en date du 16 décembre 2010

Les présents statuts annulent et remplacent les statuts de l'association « Porte de la Baie Tourisme »

Son action s'étend sur le Territoire de la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie.

En tant qu'office de Tourisme l'Association adhère à l'Union Départementale de la Manche et par là même à la Fédération Régionale de Basse-Normandie et à la Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'initiative

#### **ARTICLE 2**

Cette association a pour but d'étudier et de réaliser les mesures tendant à accroître l'activité touristique et ses retombées économiques.

L'Association assume les missions d'accueil et d'information des touristes, ainsi que la promotion touristique de la Communauté de Communes en cohérence avec le CDT et le CRT;

Elle contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local dans un objectif de développement durable.

Elle assure la gestion des points d'accueil situés sur le territoire de la Communauté de Communes et mis à disposition par les communes concernées.

Elle peut être chargée de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du tourisme local et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles.

Elle peut être autorisée à commercialiser des prestations de services touristiques, dans les conditions prévues par les articles L211-1 à L211-26 du code du tourisme et du Décret du 16 juin 1994 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

#### **ARTICLE 3**

L'Office de Tourisme Intercommunal a son siège à la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie. Il peut être modifié par toute délibération du Conseil d'Administration. La durée de l'Association est illimitée.

#### **ARTICLE 4**

Les membres de l'Association sont :

- 1) Catégorie A : Membres actifs bénévoles et des représentants d'associations dont le siège est sur le territoire de la Communauté de Communes et dont les activités sont en relation avec celles de l'Association : animations, culture, patrimoine, nature, randonnées, etc. (1 représentant par association).
- 2) Catégorie B : des hébergeurs et professionnels du tourisme local, à titre individuel ou collectif, souhaitant contribuer aux objectifs de l'Association.
- 3) Catégorie C : des représentants des communes élus au Conseil Communautaire de la Communauté de Communes (1 par commune au maximum), membres de droit.

#### **ARTICLE 5**

La qualité de membre est demandée par l'adhésion volontaire. L'agrément est donné par le Conseil d'Administration

La qualité de membre se perd :

- a) par démission
- b) par non paiement de la cotisation
- c) par la radiation (à l'exception des membres de droit) prononcée par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été appelé à présenter sa défense.

La liste des membres est établie selon les 3 catégories précédentes ; elle est mise à jour au minimum une fois par an avant l'Assemblée Générale. Les membres des catégories A et B devront s'acquitter d'une cotisation annuelle dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale. Les membres de la catégorie C sont dispensés de cotisation.

## **Titre II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 6**

L'Assemblée Générale se compose des membres indiqués à l'article 4.

Le président peut appeler à siéger avec voix consultative toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

### **ARTICLE 7**

Tous les membres, inscrits sur la liste des membres, mise à jour participent au vote.

Le vote par procuration est admis.

Chaque membre de l'Assemblée plénière ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

### **ARTICLE 8**

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an et toutes les fois qu'elle est convoquée sur l'initiative du Bureau, par le Conseil d'administration ou sur demande écrite du tiers des membres dont elle se compose.

Elle entend le compte rendu moral, approuve les comptes de l'exercice clos, établit le budget de l'exercice à venir, étudie toutes les questions et projets régulièrement inscrits à son ordre du jour et élit le Conseil d'Administration. Le vote se fera à bulletin secret s'il est demandé.

Le rapport financier approuvé par l'Assemblée Générale est transmis à la Communauté de Communes.

### **ARTICLE 9**

Toute Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée sur l'initiative du Bureau par le Conseil d'Administration ou sur la demande écrite et signée du tiers de ses membres.

### **ARTICLE 10**

Les convocations aux Assemblées Générales doivent être faites au moins quinze jours à l'avance par plis individuels ou par courriel et par insertion dans les journaux locaux. Cette insertion étant intervenue, la non-réception de l'avis individuel ne pourrait être une cause de nullité de l'Assemblée Générale.

### **ARTICLE 11**

Toute proposition émanant d'un membre et destinée à être soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire doit être adressée, par écrit, au Conseil d'Administration, au moins 8 jours avant la date fixée pour cette Assemblée.

### **ARTICLE 12**

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé d'administrateurs élus par l'Assemblée Générale et par des administrateurs représentant les membres de la catégorie C, selon les règles suivantes :

- 6 administrateurs maximum pour la **catégorie A** dont 3 représentants désignés par les anciens OT de Carolles, Saint-Jean-le-Thomas et Genêts.
- 8 administrateurs maximum pour la **catégorie B** élus comme suit :
  - 1 administrateur par commune littorale (Carolles, Champeaux, Saint Jean-le-Thomas, Dragey-Ronthon et Genêts) soit 5 administrateurs,
  - 3 administrateurs pour les 7 autres communes, une commune ne pouvant avoir plus d'un représentant.
- 6 administrateurs de la catégorie C choisis parmi les membres élus à la Communauté de Communes.

Les administrateurs des 2 catégories A et B sont renouvelables par tiers chaque année.

Chaque année, avant l'Assemblée Générale, la Communauté de Commune communiquera ses représentants pour la catégorie C.

### **ARTICLE 13**

Le Conseil peut appeler à participer à ses travaux avec voix consultative toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

### **ARTICLE 14**

Tout membre absent à deux séances consécutives, sans excuse valable, peut être déclaré démissionnaire par le Conseil. Le membre concerné étant admis à présenter ses explications.

## **ARTICLE 15**

En cas de vacance, par décès, démission, ou exclusion, le Conseil pourvoit au remplacement sous ratification à la plus prochaine Assemblée Générale. Dans ce cas, le membre élu ne l'est que pour la durée du mandat de celui qu'il remplace.

## **ARTICLE 16**

Le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour assurer le fonctionnement de l'Association. C'est lui, en particulier, qui détermine, en accord avec la Communauté de Communes, les actions de promotion. Il détermine également les actions d'animation culturelle et festive que l'Association organise ou auxquelles elle contribue.

## **ARTICLE 17**

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation du Président et toutes les fois que le tiers de ses membres le décide. En cas d'absence du Président, le plus ancien membre (d'abord ancienneté dans l'association puis ancienneté par l'âge) du C.A. préside la séance.

## **ARTICLE 18**

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que s'il comporte plus de la moitié des membres présents ou représentés. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le Conseil se réunira dans la quinzaine, avec le même ordre du jour et délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. Le Bureau, par contre, ne peut être élu que par la réunion du Conseil d'Administration comportant plus de la moitié des membres de celui-ci.

Les membres du Conseil ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité. Seuls les frais justifiés peuvent être remboursés.

L'Office de Tourisme Intercommunal s'interdit toute activité ou discussion politique ou religieuse.

Le Conseil d'Administration a possibilité de proposer, à une Assemblée Générale, l'adoption d'un règlement intérieur.

## **ARTICLE 19**

Bureau : le Conseil élit, parmi ses membres, à bulletin secret (si demandé par au moins un membre) et pour trois ans, un Bureau de 5 membres maximum, au plus tard dans le mois qui suit l'Assemblée Générale dans les conditions suivantes :

- 4 membres maximum parmi les élus des catégories A et B
- 1 membre maximum parmi les représentants de la catégorie C

Le Bureau est force de proposition, de réflexion et d'étude pour le conseil d'administration, il permet une délégation des missions à accomplir selon la composition minimale suivante élue lors de ce vote:

- 1) Président
- 2) Secrétaire
- 3) Trésorier

La composition du Bureau et les responsabilités de ses membres pourront être modifiées et/ou complétées par le conseil en fonction de l'évolution des activités de l'Association.

## **ARTICLE 20**

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile.

## **ARTICLE 21**

Financement - Les ressources de l'Association se composent :

- 1) des crédits de fonctionnement et subventions accordées par la Communauté de Communes, les collectivités publiques et des organismes privés,
- 2) des cotisations des membres des catégories A et B,
- 3) des ressources des ventes réalisées dans les points d'accueil,
- 4) des ressources de toute nature décidées par le Conseil d'Administration dans le cadre des présents statuts.

L'Assemblée Générale désigne :

- un ou plusieurs contrôleurs financiers non membre (s) du conseil d'administration dont le rapport doit être entendu par l'Assemblée Générale, après celui du trésorier.

Ou

- un commissaire aux comptes et un suppléant dès que l'association reçoit au moins 153 000 € de subvention publique.

## **ARTICLE 22**

Le Conseil d'Administration qui aura négligé de convoquer l'Assemblée Générale annuelle ou statutaire sera réputé ipso facto démissionnaire et, dans le délai de six mois suivant la date à laquelle l'Assemblée Générale Ordinaire aurait dû être tenue, une Assemblée Générale sera convoquée à la diligence du Président de l'Union Départementale, afin de procéder à l'élection d'un nouveau Conseil.

## **Titre III - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **ARTICLE 23**

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième au moins des membres dont se compose l'Assemblée Générale Extraordinaire. Cette dernière proposition doit être adressée par écrit au Conseil d'Administration au moins huit jours avant la séance.

L'Assemblée, pour délibérer valablement, doit se composer du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau avec quinze jours d'intervalle au moins, et cette fois peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité égale aux deux tiers des membres présents.

### **ARTICLE 24**

L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Office de Tourisme convoquée spécialement, à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau avec quinze jours d'intervalle au moins, et cette fois peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

L'Assemblée Générale appelée à prononcer la dissolution ne peut valablement se tenir qu'en présence du Président de l'Union Départementale ou de son délégué dûment appelé.

### **ARTICLE 25**

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs contrôleurs financiers chargés de la liquidation des biens de l'Office de Tourisme. Elle attribue l'actif net à la Communauté de Communes de Sartilly Porte de la Baie..

**Statuts signés par :**

**et par :**

Statuts originaux déposés à la Sous-préfecture de Coutances le 17 décembre 2007

**Association N° 0501006624**

**Enregistrée au Journal Officiel du 29 décembre 2007**

### **IMPORTANT**

*Les statuts se lisent et relisent au moins avant chaque Assemblée...*

*Par ailleurs, chaque fois que l'OT s'inscrit dans une activité ou engage sa responsabilité sous quelque forme que ce soit, il convient de vérifier si ce que l'on s'apprête à faire est possible...*

*Enfin chaque fois que le cadre juridique et réglementaire d'exercice de son métier évolue, les statuts le doivent également...*

**VOUS AVEZ LE DROIT DE FAIRE TOUT CE QUI EST DANS VOS STATUTS ET RIEN DE CE QUI N'Y EST PAS**